

et se préparent au désarmement revêt une importance politique car il s'accompagne de la menace implicite que les risques de prolifération horizontale se trouveraient vraisemblablement augmentés en cas d'échec. C'est aussi, en corollaire, s'engager à freiner l'acquisition d'options nucléaires si les superpuissances ralentissent leur course aux armements. L'imbrication des diplomaties du désarmement et des options nucléaires du Tiers monde ajoute une nouvelle composante au contexte des négociations entre les superpuissances, marginale sans doute, mais néanmoins chargée de possibilités.

Le deuxième facteur fait corps avec le premier. Jusqu'à ce que l'Inde procède à l'explosion d'un engin nucléaire en 1974, il n'avait pas été question d'intégrer le contrôle des explosions nucléaires à des fins pacifiques (ENP) à l'IAE, ce qui fut fait après coup. La chose s'explique, car même si les ENP n'ont pratiquement plus d'utilité, sur le plan technique, elles en ont beaucoup sur les plans diplomatique et politique. La controverse théorique autour des ENP existe donc toujours bel et bien, notamment en Union soviétique, en Inde, au Brésil et en Argentine. Elle s'exprime dans le libellé du Traité de Tlatelolco en 1967 et dans l'absence de consensus technique contre les ENP lors des débats de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de la Conférence du Comité du désarmement. A l'échelon international, la question devient importante parce qu'il existe une bureaucratie de taille des ENP en Union soviétique et parce que Moscou aimerait avoir le droit de procéder à des ENP, donc de se soustraire à l'IAE en raison de son différend avec la Chine. C'est donc dire qu'il est impossible d'enterrer la question des ENP si l'on ne parvient pas à convaincre l'Union soviétique de se désister complètement. Voilà donc la toile de fond devant laquelle se pose notre examen des négociations sur l'IAE.

A peu de choses près, ces négociations en sont maintenant au point suivant.

A l'origine, l'Union soviétique voulait exclure la question des ENP des négociations sur l'IAE. Le 2 novembre 1977, M. Brejnev proposait un moratoire d'une durée limitée sur les ENP de son pays et de suspendre, pour une durée qui n'a pas été précisée, les essais militaires soviétiques. Dans les cercles diplomatiques, on pense que la période serait de trois ans (préférence des Soviétiques) ou de cinq ans (préférence du bloc occidental). Un accommodement possible serait que les États-Unis admettent le principe des ENP et que les Soviétiques acceptent la nécessité de les soumettre à un contrôle inter-

national extrêmement sévère. Ainsi, tout État, l'Union soviétique y compris, devrait dans chaque cas expliquer devant une autorité internationale pourquoi il a besoin de procéder à une ENP. A peine un projet sur dix aurait des chances d'être approuvé après de longs débats. Ce qui compte, c'est que l'Union soviétique elle-même insisterait sur l'imposition de contrôles internationaux stricts et accepterait de faire preuve de modération dans son programme d'ENP en échange de son engagement en faveur de la non-prolifération.

C'est la vérification qui pose l'autre obstacle à la négociation de l'IAE. Ensemble, le contrôle sismographique, l'inspection sur invitation des installations et l'utilisation des services nationaux de renseignement sont, semble-t-il, des méthodes techniquement applicables et politiquement acceptables par les négociateurs de l'Accord. Il est donc possible que cette question puisse faire l'objet d'un règlement tripartite.

L'imbrication de la question de la durée et de l'entrée en vigueur de l'accord sur l'IAE, d'une part, et du moratoire sur les ENP d'autre part pose cependant un problème. Avant le 2 novembre 1977, les puissances occidentales cherchaient à amener Moscou à discuter sérieusement de la question des ENP, ce à quoi M. Brejnev acquiesça en novembre 1977 en offrant deux possibilités de traité: a) durée limitée à trois ans et entrée en vigueur immédiate, sous réserve de révision par les parties (cette position repose sur l'hypothèse que la Chine et la France n'adhéreraient pas au traité, ce qui ne lui conférerait pas de caractère universel); ou b) durée illimitée, mais entrée en vigueur au moment de l'adhésion de la Chine et de la France.

Importance du débat

Les partisans de la mise en œuvre scrupuleuse des dispositions du TNP et de l'instauration du désarmement voient d'un bon œil les entretiens sur l'IAE entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS. Dans ce débat, l'abandon conditionnel par Moscou de son engagement indéfectible en faveur des ENP constitue une grande réalisation. Rendre théorique la question des ENP peut être considéré comme une mesure de non-prolifération dont on peut s'attendre qu'elle influencera les débats sur la politique étrangère de certains pays du Tiers monde. Par conséquent, même si l'accord sur l'IAE se veut un document à portée limitée, il déborde sur la question des ENP et consolide la position des partisans de la maîtrise des armements dans les cercles décisionnels et diplomatiques des superpuissances. L'IAE mettrait un